



Mission Permanente de la France  
Auprès des Nations Unies



United Kingdom  
Mission to the  
United Nations

New York, le 1<sup>er</sup> mars 2010

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous vous remercions de votre lettre du 5 février 2010 relative aux prochaines étapes des négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies.

En réponse à votre demande faite aux Etats membres de vous transmettre leurs positions et leurs propositions à inclure dans le texte des négociations, nous avons l'honneur de vous adresser un document sur la position commune de la France et du Royaume Uni.

Ce document s'inscrit dans la lignée de la déclaration du Sommet franco-britannique du 6 juillet 2009.

Nous saisissons cette occasion pour réitérer notre soutien constant à vos efforts et notre disponibilité à travailler avec vous pour progresser sur cette importante question.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de notre haute considération.

Gérard ARAUD  
Représentant permanent de la France  
auprès des Nations Unies

Mark Lyall GRANT  
Représentant permanent du Royaume Uni  
auprès des Nations Unies

S. E M. Zahir TANIN  
Représentant permanent de la République islamique d'Afghanistan  
aux Nations Unies

Communiqué à :

- S. E M. Ali A. TREKI, Président de la 64<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Les Mission permanentes auprès des Nations Unies

**Position franco-britannique**  
**sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies**

Le Royaume-Uni et la France souhaitent poursuivre leurs efforts afin de rendre le Conseil de sécurité plus représentatif du monde d'aujourd'hui tout en préservant sa capacité à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux problèmes de sécurité qui se posent au XXI<sup>ème</sup> siècle.

Le Royaume-Uni et la France soutiennent un élargissement dans les deux catégories de membres, permanents et non-permanents. Le Royaume-Uni et la France réaffirment le soutien de leurs deux pays à la candidature de l'Allemagne, du Brésil, de l'Inde et du Japon à des sièges supplémentaires de membres permanents, ainsi qu'à une représentation de l'Afrique parmi les membres permanents du Conseil de sécurité.

Pour sortir les négociations de l'impasse, le Royaume-Uni et la France soutiennent l'option pragmatique d'une réforme intérimaire qui pourrait prévoir une nouvelle catégorie de sièges avec un mandat plus long que celui des membres actuellement élus. A l'issue de cette phase intérimaire, il pourrait être décidé de transformer ces nouveaux sièges en sièges permanents.

Le Royaume-Uni et la France sont d'avis que cette solution intérimaire devrait être examinée de manière approfondie. Nous nous réjouissons de constater que l'idée d'une solution intérimaire bénéficie d'un soutien croissant des Etats membres des Nations Unies.

Le Royaume-Uni et la France sont prêts à travailler avec tous les partenaires pour définir les paramètres de cette réforme intérimaire tels qu'ils émergeront des négociations. Nous espérons des progrès significatifs lors de la 64<sup>ème</sup> AGNU. Les questions qui devront être examinées lors de cette Assemblée générale des Nations Unies comprennent la durée de la période intérimaire, la taille et la composition du Conseil pendant cette période, et les modalités d'entrée en vigueur.

**Le 1<sup>er</sup> mars 2010**